



## En Palestine, 2023 s'ouvre sous le signe de la barbarie

Comme on pouvait s'y attendre après l'élection du gouvernement le plus à droite qu'Israël n'ait jamais eu, le niveau de violence est monté d'un cran et les Palestinien·nes en ont immédiatement fait les frais, avec un nombre sans précédent d'attaques meurtrières et de victimes, plus de 66 à ce jour.

Alors que 29 Palestinien·nes, dont 5 enfants, avaient déjà été tué·es par différents raids de l'armée israélienne, l'attaque militaire contre le camp de réfugiés de Jénine en Cisjordanie le 26 janvier était la plus violente depuis deux décennies, laissant 10 Palestinien·nes mort·es, dont une femme âgée, et de nombreux/euses blessé·es. Des manifestations de colère se sont déclenchées dans toute la Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est où sept colons israéliens ont été tués, déclenchant à leur tour des attaques de colons contre des Palestinien·nes, sous protection militaire. Fin janvier, des maisons et des voitures étaient déjà incendiées, et des arbres arrachés à Aqraba, Kfar Sinjal, Kfar El Mujir, Tormosaia, Tour Beni Fadel, Turmus Aya et Huwara, ce qui n'empêchait pas Emmanuel Macron d'accueillir le premier ministre israélien à Paris en grande pompe et sans même aborder la question palestinienne ou les annexions israéliennes, pourtant aussi illégales que celles de la Russie en Ukraine, par son silence il se rend complice.

De retour à Jérusalem, Benjamin Netanyahu organisait une deuxième attaque militaire le 6 février, tuant encore 5 Palestiniens, à Jéricho cette fois. Contrastant avec la réaction du président français, la Maire de Barcelone Ada Colau annonçait alors suspendre les relations institutionnelles entre Barcelone et Tel Aviv « jusqu'à ce que les autorités israéliennes mettent fin au système de violations des droits humains palestiniens et respectent pleinement les obligations qui leur sont imposées par le droit international et les différentes résolutions des Nations unies ». Battant son propre record, le 22 février l'armée israélienne commettait une nouvelle boucherie en assassinant 11 Palestiniens dans la grande ville de Naplouse, dont un adolescent et trois vieillards, causant là encore de très nombreux blessés, déclenchant une grève générale, et finalement le meurtre de deux colons israéliens. Un tel déchaînement de violence militaire ne pouvait que libérer la barbarie inhumaine des colons israéliens, encouragés par des députés israéliens d'extrême droite.

Dans la nuit du 26 au 27 février, donnant libre cours à leur sauvagerie dans le village de Huwara, et quelques autres villages autour de Naplouse, les colons ont brûlé plus de 75 maisons, commerces et édifices religieux, et plus de 100 voitures, laissant un paysage de désolation visible encore plusieurs jours après les faits. Plusieurs centaines de Palestinien·nes ont été blessé·es et c'est un véritable miracle qu'il n'y ait eu qu'un seul mort, un secouriste palestinien tué par balle et empêché de rejoindre un hôpital. Plusieurs témoignages affirment que l'armée israélienne était présente pendant toute la nuit, et qu'elle a laissé faire...

Alors que l'Union européenne discute de l'opportunité de qualifier d'« apartheid » la situation en Palestine, un terme pourtant justifié par un rapport d'Amnesty International, le journaliste israélien Gideon Lévy qualifie la situation à Huwara de « nouveau Sabra et Chatila », et l'ONG israélienne B'tselem l'a qualifiée de « pogrom ». Ces événements nous rappellent tragiquement la dérive meurtrière inévitable d'un régime colonial ivre de sa propre force.

Dans cette période de deuil, l'Union syndicale Solidaires exprime sa solidarité avec le peuple palestinien, et rappelle le droit imprescriptible qu'il a de se défendre pour se libérer du joug colonial. La décolonisation de la Palestine ne se fera pas sans pressions internationales et l'Union syndicale Solidaires appelle également la communauté internationale à des sanctions contre le gouvernement israélien.

L'Union syndicale Solidaires appelle enfin la population mondiale à isoler cet État criminel par la mise en œuvre stricte de campagnes de boycott et de désinvestissements jusqu'à la fin de la colonisation. Elle appelle en particulier à boycotter le groupe Carrefour, tant que celui-ci ne dénoncera pas les contrats de franchise signés en mars 2022 avec des magasins implantés dans les colonies illégales, celles-là même dont sont issus les responsables des pogroms barbares de la semaine dernière.